



**Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil de la
Municipalité du Canton de Ristigouche Partie Sud-Est tenue le
lundi 2 mai 2016 à la salle du Conseil municipal F.P. Adams à 18h30.**

Étaient présents : Mmes Brigitte Kenny, conseillère
Antoinette Boilard-Lord, conseillère
Chantal Lebel, conseillère
MM. Roger McGrath, conseiller
Jules Ferland, conseiller
David Ferguson, conseiller

Quorum : le quorum est constaté.

M. Francois Boulay, maire, préside la séance.

M. Hervé Esch, directeur général et secrétaire-trésorier agit à titre de secrétaire d'assemblée.

R 2016 - 05 - 001 Lecture et acceptation de l'ordre du jour

M. Hervé Esch fait la lecture de l'ordre du jour :

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Adoption du procès-verbal du 4 avril 2016
3. Suivi du procès-verbal
4. Période de questions
5. Administration
 - 5.1. Liste des comptes payés
 - 5.2. Présentation des comptes à payer
 - 5.3. Rapport de trésorerie
 - 5.4. Certificats d'autorisation - signature
 - 5.5. Postes Canada - signature
6. Rapport d'activités du maire et des conseillers
 - 6.1. Rapport d'activités du maire
 - 6.2. Rapport d'activités des conseillers
7. Correspondance
 - 7.1. Centre d'éducation des adultes - demande de don
 - 7.2. Chevaliers de Colomb - demande don
 - 7.3. Compte-rendu présentation PESCA - LET
 - 7.4. École des Deux-Rivières - demande de don
 - 7.5. SADC - proposition d'adhésion
 - 7.6. Association des personnes handicapées visuelles GÎM - demande de don
8. Règlement 2016-002 relatif à la prévention des incendies
9. Règlement relatif aux nuisances
10. Règlement relatif à la tarification 9-1-1
12. Premiers répondants
13. Tarification protection incendie - Campings
14. Entente de location
15. Télécommunications - Centre F. P. Adams
16. Projet Centre de Développement Local - RSE - Monument
17. Lumières de rue - Inventaire et réparations
18. Varia
 - 18.1. Réparation du chemin Sillars

19. Levée de l'assemblée

Il est PROPOSÉ par M. Jules Ferland
Et résolu à l'unanimité

QUE l'ordre du jour de la séance ordinaire tenue le lundi 02 mai 2016 soit accepté tel que présenté après ajout du point 18.1.

R 2016 - 05 - 002 Adoption du procès-verbal du 4 avril 2016

Il est PROPOSÉ par Mme Antoinette Boilard-Lord
Et résolu à l'unanimité

QUE le procès-verbal de la séance ordinaire tenue le 04 avril 2016 soit adopté tel que
 présenté.

2016 - 05 - 003 Suivi du procès-verbal

Le suivi du procès-verbal est présenté, discuté et réglé.

2016 - 05 - 004 Période de questions

Aucun citoyen n'est présent.

2016 - 05 - 005 Administration

2016 - 05 - 005 - 1 Liste des comptes payés

Les comptes payés au mois d'avril 2016 sont révisés et acquiescés.

<u>Fournisseurs</u>	<u>Montant</u>
Hydro Québec	237.63
Mun. Pointe-à-la-Croix	14 663.25
Hervé Esch	1 077.41
CREGÎM	75.00
URLS-GÎM	73.00
Ent. A. Lagacé	11 305.47
LET - Saint-alphonse	293.25
Bell Mobilité	98.19
Bouffard sanitaire	521.10
Telus	82.44
Fleurons du Québec	871.51
Hervé Esch	1 032.69
Agence du Revenu du Canada	314.02
Jean-Paul Breton	45.00
MRC Avignon	32.00
MRC Avignon	20.00
Ann Lavoie	136.36
Total payé	30 878.32

R 2016 - 05 - 005 - 2 Présentation des comptes à payer

Il est PROPOSÉ par Mme Brigitte Kenny
Et résolu à l'unanimité

QUE les comptes suivants soient payés :

<u>Fournisseurs</u>	<u>Montant</u>
Min. de la Sécurité Publique	4 600.00
JM Arsenault	78.72
Total à payer	4 678.72

Je, soussigné, Hervé Esch, directeur général, secrétaire-trésorier, atteste en vertu du présent certificat, que la municipalité du Canton de Ristigouche Partie Sud-Est dispose des crédits suffisants pour payer le total inscrit sur la liste des comptes à payer pour approbation au 02 mai 2016.

Hervé Esch

Directeur général,
secrétaire-trésorier

2016 - 05 - 005 - 3 Rapport de trésorerie

Le rapport de trésorerie est présenté.

R 2016 - 05 - 005 - 4 Certificats d'autorisation - signature

CONSIDÉRANT QUE les demandes de certificats d'autorisation ne nécessitent pas le déplacement de l'inspecteur municipal ;

CONSIDÉRANT QUE le directeur général est en mesure de traiter ces demandes ;

EN CONSÉQUENCE,

Il est PROPOSÉ par Mme Antoinette Boilard-Lord

Et résolu à l'unanimité

QUE Hervé Esch, directeur général, soit autorisé à étudier et signer les demandes de certificats d'autorisation et à émettre les permis de réparation au nom de la municipalité du canton de Ristigouche Partie Sud-Est.

R 2016 - 05 - 005 - 5 Postes Canada - signature

CONSIDÉRANT QU' une lettre d'autorisation est nécessaire afin de nommer la personne habilitée à recevoir colis et courrier poste-lettres pour lesquels une signature peut être requise ou non auprès de Postes Canada ;

EN CONSÉQUENCE,

Il est PROPOSÉ par Mme Antoinette Boilard-Lord

Et résolu à l'unanimité

QUE Hervé Esch, directeur général de la municipalité, soit autorisé auprès de Postes Canada à effectuer toute opération en lien avec l'envoi et la réception du courrier au nom de la municipalité du canton de Ristigouche Partie Sud-Est ;

QUE François Boulay, maire, soit la personne désignée par la municipalité pour accorder cette autorisation auprès de Postes Canada.

2016 - 05 - 006 Rapport d'activités du maire et des conseillers

2016 - 05 - 006 - 1 Rapport d'activités du maire

Le maire effectue une mise à jour concernant les dossiers suivants :

- Plan de développement de la zone agricole dans la MRC d'Avignon ;
- Diagnostique organisationnel de la MRC d'Avignon ;
- Demande de dérogation au Règlement sur le Prélèvement des Eaux et leur Protection ;
- Acquisition de terrains.

2016 - 05 - 006 - 2 Rapport d'activités des conseillers

Le conseiller David Ferguson effectue une mise à jour concernant les dossiers suivants :

- Loisirs Avignon Centre ;
- Camp de jour pour les jeunes à Pointe-à-la-Croix.

Les conseillers Antoinette Boilard-Lord et Jules Ferlan effectuent une mise à jour concernant les projets du Comité de Développement Local de Ristigouche-Sud-Est.

Le conseiller Roger McGrath rend compte de l'état des chemins forestiers.

2016 - 05 - 007 Correspondance

La correspondance est lue et classée.

R 2016 - 05 - 007 - 1 Centre d'éducation des adultes - demande de don

CONSIDÉRANT QUE le Centre d'éducation des adultes Maria - Matapédia organise une remise de prix méritas ;

EN CONSÉQUENCE,
Il est PROPOSÉ par Mme Chantal Lebel
Et résolu à l'unanimité,

QU' un don de 50 \$ soit octroyé au Centre d'Éducation des Adultes Maria - Matapédia pour cette remise de prix.

R 2016 - 05 - 007 - 2 Chevaliers de Colomb - demande don

CONSIDÉRANT QUE le Conseil des Chevaliers de Colomb de La Pointe organise une journée du 3ème âge le 22 mai 2016 au bénéfice des aînés du secteur de L'Ascension-de-Patapédia à Pointe-à-la-Garde ;

EN CONSÉQUENCE,
Il est PROPOSÉ par Mme Antoinette Boilard-Lord
Et résolu à l'unanimité,

QU' un don de 50 \$ soit octroyé au Conseil des Chevaliers de Colomb de La Pointe comme contribution de la municipalité du Canton de Ristigouche Partie Sud-Est à cette activité.

2016 - 05 - 007 - 3 Compte-rendu présentation PESCA - LET

Un compte rendu par les groupes environnementaux Environnement Vert-Plus et Tache d'huile sur la présentation du rapport de Pesca-Environnement sur les rejets du LET de Saint-Alphonse est présenté au conseil.

R 2016 - 05 - 007 - 4 École des Deux-Rivières - demande de don

CONSIDÉRANT QUE l'École des Deux-Rivières de Matapédia organise une cérémonie en l'honneur des finissants ;

EN CONSÉQUENCE,
Il est PROPOSÉ par Mme Brigitte Kenny
Et résolu à l'unanimité,

QU' un don de 50 \$ soit octroyé à l'École des Deux-Rivières comme contribution de la municipalité du Canton de Ristigouche Partie Sud-Est à cette activité.

2016 - 05 - 007 - 5 SADC - proposition d'adhésion

La municipalité ne souhaite pas adhérer à la Société d'Aide au Développement de la Collectivité de la Baie des Chaleurs.

**2016 - 05 - 007 - 6 Association des personnes handicapées visuelles GÎM -
demande de don**

La municipalité ne souhaite pas faire de don à l'Association des personnes handicapées visuelles de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.

R 2016 - 05 - 008 Règlement 2016-002 relatif à la prévention des incendies

CONSIDÉRANT QU' un avis de motion du présent règlement a été donné lors de la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 1^{er} février 2016.

EN CONSÉQUENCE,
Il est PROPOSÉ par Mme Chantal Lebel
Et résolu à l'unanimité

QUE le règlement portant le numéro 2016-002 soit adopté et que le conseil statue par ce règlement ce qui suit, à savoir :

1 - Dispositions déclaratoires

1.1 Titre du règlement

Le présent règlement porte le titre de « Règlement sur la prévention des incendies de la Municipalité du canton de Ristigouche Partie Sud-Est ».

1.2 Objet du règlement

Le présent règlement vise à protéger les biens et les personnes contre les risques d'incendie par les inspections de prévention et la sensibilisation.

1.3 Aire d'application

Le présent règlement s'applique dans la Municipalité du canton de Ristigouche Partie Sud-Est.

1.4 Validité du règlement

Le présent règlement est adopté dans son ensemble et également chapitre par chapitre, article par article, paragraphe par paragraphe, sous-paragraphe par sous-paragraphe et alinéa par alinéa de manière à ce que si une de ses composantes était ou devait être déclarée nulle par un tribunal, les autres dispositions du présent règlement continueraient de s'appliquer.

1.5 Personnes assujetties au présent règlement

Le présent règlement touche toute personne morale de droit public ou de droit privé et toute personne physique.

2 - Dispositions interprétatives

2.1 Interprétation du texte

Les titres contenus dans le présent règlement en font partie intégrante. En cas de contradiction entre le texte proprement dit et les titres, le texte prévaut. L'emploi du verbe au présent inclut le futur. Le singulier comprend le pluriel et vice-versa, à moins que le sens indique clairement qu'il ne peut logiquement en être ainsi. Le genre masculin comprend le genre féminin à moins que le contexte n'indique le contraire. Le mot « quiconque » désigne toute personne morale ou physique.

2.2 Définitions

Pour l'interprétation du présent règlement, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente, les mots ou expressions qui suivent ont le sens et la signification qui leur sont attribués dans le présent article.

Alarme d'incendie :

Signal déclenché manuellement ou par la présence de feu ou de fumée conçu pour signaler un incendie.

Avertisseur de fumée de type optique :

Avertisseur de fumée composé d'une chambre noire à l'intérieur de laquelle est localisée une cellule photoélectrique qui déclenche l'alarme lorsqu'elle y décèle la présence de fumée.

Central d'alarme :

Endroit destiné à recevoir une alarme d'incendie provenant d'un autre bâtiment.

Détecteur incendie :

Dispositif qui décèle un début d'incendie et transmet automatiquement un signal électrique qui déclenche un signal d'alerte ou un signal d'alarme.

Directeur :

Le directeur du service de protection contre l'incendie ou le représentant désigné par la municipalité ou d'un regroupement de municipalités.

Lieu commun :

Parties d'une issue ou d'un accès à une issue qui comprend les portes, les corridors, les escaliers et les paliers.

Logement :

Une ou plusieurs pièces destinées à la résidence d'une personne ou de plusieurs personnes qui vivent en commun et qui comportent des installations sanitaires et des installations pour préparer et consommer des repas et pour dormir ainsi qu'une entrée distincte qui donne sur l'extérieur ou sur un hall commun.

Moyen d'évacuation :

Voie continue d'évacuation permettant aux personnes qui se trouvent à un endroit quelconque d'un bâtiment ou d'une cour intérieure d'accéder à un bâtiment distinct, une voie de circulation publique ou à un endroit extérieur à découvert non exposé au feu provenant du bâtiment et donnant accès à une voie de circulation publique ; comprend les issues et les accès à l'issue.

Pompier :

Personne qui s'emploie à combattre des incendies et à intervenir sur des sinistres de tous ordres.

Raccord pompier :

Équipement de protection incendie permettant aux pompiers d'alimenter le système de gicleur à partir de l'extérieur de la bâtisse.

Système de transmission d'alarme d'incendie interrelié :

Système de transmission d'alarme d'incendie où les avertisseurs de fumée situés dans les lieux communs sont reliés au système de transmission d'alarme d'incendie et où tous les dispositifs d'alarme sonore reliés à ces avertisseurs de fumée sont actionnés en même temps dès qu'un avertisseur est déclenché.

3 - Dispositions administratives

3.1 Application du présent règlement

3.1.1 Fonctionnaire désigné

L'application du présent règlement est confiée au directeur désigné.

3.1.2 Rôle du fonctionnaire désigné

Le fonctionnaire désigné au sens de l'article 3.1.1 est responsable de coordonner l'application du présent règlement. Il émet les avis d'infraction requis prévus à l'intérieur du présent règlement.

4 - Dispositions relatives à la prévention des incendies

4.1 Constitution du service

Le Service de protection contre les incendies (ci-après appelé le « Service ») est constitué par les présentes, afin d'assurer la protection des personnes et des biens contre les incendies ainsi que pour voir à la prévention des incendies.

Le Service et chacun de ses membres sont chargés de prévenir et de combattre les incendies sur tout le territoire de la municipalité ainsi que sur tout autre territoire sur lequel le Service aura compétence.

4.2 Composition

Le Service se compose du Directeur du Service de protection contre les incendies (ci-après appelé le « Directeur »), de Pompiers sur appels (ci-après appelés le ou les « Pompiers ») et tout autre personnel nécessaire à la réalisation des objets mentionnés à l'article « constitution du Service ».

4.3 Pouvoirs du Directeur

4.3.1 Pouvoirs sur les lieux d'intervention

Équipement de protection incendie permettant aux pompiers d'alimenter le système de gicleur à partir de l'extérieur de la bâtisse.

Équipement de protection incendie permettant aux pompiers d'alimenter le système de gicleur à partir de l'extérieur de la bâtisse.

4.3.2 Fin de l'urgence

Équipement de protection incendie permettant aux pompiers d'alimenter le système de gicleur à partir de l'extérieur de la bâtisse.

4.3.3 Accès interdit

Le Directeur, ou le Pompier qu'il a désigné, peut interdire l'accès des lieux, s'il le juge nécessaire, pour effectuer ou continuer une enquête sur les causes et circonstances du sinistre ou lorsque le fait de se trouver sur les lieux du sinistre peut constituer un danger, ou pour toute autre raison.

4.3.4 Pouvoir de démolition

Le Directeur, ou le Pompier qu'il a désigné, est autorisé à procéder à la démolition de tout bâtiment, maison, clôture ou de toute autre chose lorsque cela est nécessaire pour arrêter la propagation d'un incendie ainsi que pour assurer la sécurité des citoyens.

4.3.5 Pouvoirs d'intervention

Pour accomplir leurs devoirs en temps de sinistre, les Pompiers peuvent entrer dans tout lieu touché ou menacé par un incendie, un autre sinistre ou une situation d'urgence ainsi que tout lieu adjacent dans le but de combattre le sinistre ou de porter secours.

Dans les mêmes conditions et sous l'autorité du Directeur, ou du Pompier qu'il a désigné, ils peuvent également :

- a) entrer, en utilisant les moyens nécessaires, dans un lieu où il existe un danger grave pour les personnes ou les biens ou dans un lieu adjacent dans le but de supprimer ou d'atténuer le danger ou pour porter secours ;
- b) ordonner, par mesure de sécurité dans une situation périlleuse et lorsqu'il n'y a pas d'autre moyens de protection, l'évacuation d'un lieu ;
- c) ordonner, pour garantir la sécurité des opérations et après s'être assuré que cette action ne met pas en danger la sécurité d'autrui, de cesser l'alimentation en énergie d'un établissement ou, s'ils peuvent le faire par une procédure simple, l'interrompre eux-mêmes ;
- d) ordonner toute autre mesure nécessaire pour rendre un lieu sécuritaire ;
- e) lorsque les Pompiers ne suffisent pas à la tâche, accepter ou requérir l'aide de toute personne en mesure de les assister.

4.3.6 Sécurité

Tout Pompier peut, dans l'exercice de ses fonctions, procéder à l'expulsion de toute personne qui gêne le travail des Pompiers, dérange ou rend difficile les opérations sur le site d'une urgence, refuse d'obtempérer aux ordres qui lui sont donnés par un Pompier, refuse de circuler sur demande ou entrave, de quelque manière que ce soit, le cours des opérations.

Toute personne qui de quelque manière gêne ou entrave le travail d'un Pompier dans l'exercice de ses fonctions commet une infraction et est passible d'une amende prévue au présent règlement.

4.4 Priorité d'intervention

Le Service répond en tout premier lieu et à tout moment aux appels provenant de son territoire et doit privilégier toute intervention à l'intérieur de ses limites avant d'intervenir dans d'autres municipalités.

Dans le cas où la municipalité est liée par une entente inter-municipale avec d'autres municipalités, ces ententes s'appliquent.

4.5 Numéro Civique

4.5.1 Obligation de détenir un numéro civique

Tous les propriétaires sont tenus et obligés d'apposer un numéro civique sur les maisons et autres bâtiments de type résidentiel, commercial, industriel, agricole et institutionnel de manière à ce que ces maisons et ces autres bâtiments soient facilement repérables par quiconque y a affaire.

Les camps forestiers et les bâtiments secondaires sont exclus de cette règle.

Le numéro civique qui doit être apposé est celui qui a été officiellement assigné par la municipalité.

4.5.2 Caractéristiques physiques reliées aux numéros

Le numéro civique peut être composé de chiffres arabes et de lettres. La forme des chiffres ou lettres composant le numéro civique est laissée à la discrétion du propriétaire. Ces chiffres ou lettres doivent être esthétiques et composés de matériaux résistants aux intempéries. En outre, les couleurs doivent faire contraste avec le support.

4.5.3 Visibilité

Les numéros civiques doivent en tout temps être lisibles de la voie publique, ou du chemin privé à partir de laquelle ou duquel il est possible d'accéder à la maison ou au bâtiment.

4.5.4 Maison ou bâtiment situé à 30 mètres et moins d'une rue

Si la maison ou le bâtiment est situé à 30 mètres et moins de la voie publique ou du chemin privé, les numéros civiques doivent être installés par le propriétaire sur la partie de la maison ou du bâtiment faisant face à la rue, sur une boîte à lettre, sur un lampadaire décoratif, sur une enseigne, sur une clôture ou une muraille.

4.5.5 Maison ou bâtiment situé à plus de 30 mètres d'une rue

Lorsque la maison ou le bâtiment est situé à plus de 30 mètres de la voie publique ou du chemin privé, le numéro civique doit être apposé sur un support placé ou situé en bordure de ladite voie ou dudit chemin.

4.5.6 Regroupement d'habitations

Dans le cas de regroupement d'habitations, tel que dans les montées privées, et afin de faciliter l'identification des adresses, il est possible d'indiquer en bordure de la voie publique le début et la fin des séquences des numéros civiques. Nonobstant la phrase précédente, les autres dispositions du règlement s'appliquent.

4.5.7 Disposition transitoire

Le présent règlement s'applique à toute maison ou autre bâtiment visé à être érigé ou déjà érigé le jour de l'entrée en vigueur du présent règlement. Le propriétaire d'une maison ou d'un autre bâtiment visé par le présent règlement est tenu de se conformer aux obligations et conditions qui y sont contenues et ce, dans les soixante jours de l'entrée en vigueur du règlement.

4.6 Droit de visite

Le Directeur ou toute personne qu'il aura désignée peut visiter entre 9 h 00 et 21 h 00 ou en tout temps en cas d'urgence, tout terrain, maison, bâtisse commerciale ou industrielle, école ou tout autre bâtiment afin de s'assurer que les lois et règlements y sont observés.

Le Directeur ou toute personne qu'il a désignée, peut visiter et examiner tout terrain, bâtiment, maison, bâtisse commerciale ou industrielle, école ou tout autre bâtiment afin de proposer différents moyens pour prévenir les incendies, aider à élaborer des plans d'évacuation des lieux ou toute autre intervention concernant la sécurité du public. Pour l'application du présent article, tout propriétaire, locataire ou occupant d'un terrain, d'une maison, d'une bâtisse commerciale ou industrielle, d'une école ou d'autre bâtiment doit permettre au Directeur, ou le Pompier qu'il a désigné, de pénétrer sur son terrain ou dans tous ses bâtiments afin qu'ils puissent procéder à la visite des lieux.

4.7 Avertisseur de fumée

4.7.1 Un avertisseur de fumée doit être installé dans chaque logement et dans chaque pièce où l'on dort ne faisant pas partie d'un logement.

4.7.2 L'avertisseur de fumée à l'intérieur des logements doit être installé entre chaque air où l'on dort et le reste du logement. Toutefois, lorsque les aires où l'on dort sont desservies par des corridors, l'avertisseur de fumée doit être installé dans ces corridors.

4.7.3 Dans un logement comportant plus d'un étage, au moins un avertisseur de fumée doit être installé à chaque étage à l'exception des greniers non chauffés et des vides sanitaires.

4.7.4 Lorsque l'aire d'un étage excède 130 mètres carrés, un avertisseur de fumée additionnel doit être installé pour chaque unité ou partie d'unité de 130 mètres carrés excédentaires.

4.7.5 Un avertisseur de fumée doit être installé dans chaque gaine ou cage d'escalier lorsque cette issue est protégée par des portes à chaque extrémité.

4.7.6 Dans un logement où des chambres sont louées, un avertisseur de fumée doit être installé dans chacune des chambres offertes en location.

4.7.7 L'avertisseur de fumée doit être fixé au plafond ou à proximité de celui-ci, conformément aux directives d'installation fournies par le manufacturier de l'appareil.

4.7.8 Un réseau détecteur ou avertisseur satisfait au présent règlement si toutes les conditions suivantes sont respectées, à savoir :

a) des détecteurs de fumée sont installés partout où des avertisseurs de fumée sont requis par le présent règlement.

b) des dispositifs d'alarme sont installés à proximité de toutes les pièces où l'on dort et à chaque étage.

4.7.9 Dans les nouveaux bâtiments et dans les bâtiments faisant l'objet de rénovations dont le coût excède 50 % de l'évaluation foncière du bâtiment, les avertisseurs de fumée doivent être raccordés de façon permanente à un circuit électrique et il ne doit y avoir aucun dispositif de sectionnement entre le dispositif de protection contre les surintensités et l'avertisseur de fumée.

Toutefois, lorsqu'un bâtiment n'est pas alimenté en énergie électrique, les avertisseurs de fumée doivent être alimentés par une pile.

- 4.7.10** Lorsque plusieurs avertisseurs de fumée raccordés à un circuit électrique doivent être installés à l'intérieur d'un logement, il faut que ceux-ci soient reliés électriquement entre eux de façon à se déclencher tous automatiquement dès que l'un d'eux se déclenche.
- 4.7.11** Le propriétaire du bâtiment doit installer et prendre toutes mesures nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des avertisseurs de fumée exigés par le présent règlement, incluant les réparations et remplacements lorsque nécessaires sous réserve des dispositions concernant les obligations du locataire.
- 4.7.12** Le propriétaire doit fournir au locataire toutes les directives d'entretien des avertisseurs de fumée et afficher ces directives à un endroit facile d'accès aux fins de consultation par les locataires.
- 4.7.13** Toute personne qui occupe un logement ou une chambre pour une période de six (6) mois ou plus doit prendre toutes les mesures exigées en vertu du présent règlement pour s'assurer du bon fonctionnement des avertisseurs de fumée installés à l'intérieur de son logement ou de sa chambre, notamment le changement de pile.
- 4.7.14** Lorsqu'un avertisseur de fumée est défectueux, le locataire doit en aviser le propriétaire, et ce, sans délai.
- 4.7.15** Dans les bâtiments existants lors de l'entrée en vigueur du présent règlement, tout avertisseur de fumée exigé par le présent règlement doit être installé et en fonctionnement dans les six (6) mois suivant cette entrée en vigueur.

4.8 Borne incendie

4.8.1 Espace libre

Un espace libre d'un rayon d'au moins un mètre (1,00 m) doit être maintenu autour des bornes d'incendie pour ne pas nuire à leur utilisation.

4.8.2 Construction

Il est interdit à quiconque d'ériger toute construction de manière à nuire à l'utilisation ou à la visibilité d'une borne d'incendie.

4.8.3 Neige

Il est interdit à quiconque de jeter de la neige ou toute autre matière sur les bornes d'incendie.

4.8.4 Utilisation

Il est interdit à toute personne, autre qu'un employé municipal dans l'exercice de ses fonctions, d'utiliser une borne d'incendie pour obtenir de l'eau ou pour effectuer une vérification de pression sauf sur autorisation de la Municipalité.

4.8.5 Raccord pompier

Les raccordements à l'usage du Service doivent être maintenus, par le propriétaire, en bon état de fonctionnement, visible et accessible en tout temps, notamment en période hivernale.

4.9 Les systèmes d'alarme

4.9.1 Bon état de fonctionnement

Toute personne qui utilise ou qui permet que soit utilisé un système d'alarme contre les incendies doit s'assurer que ce système soit constamment en bon état de fonctionnement. Le système doit être conçu de manière à ce que l'alarme ne puisse se déclencher que lorsqu'il y a effectivement un fondement.

4.9.2 Alerte

Lorsque l'alerte d'un système d'alarme est acheminée à une agence de réception d'alarmes, le système doit être conçu de manière à ce que l'alerte soit clairement identifiable.

Tout propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble ou d'un local où est installé un système d'alarme, relié ou non à une agence de réception d'alarmes, doit se rendre immédiatement sur les lieux à la demande d'un pompier ou de l'agence de réception d'alarmes, lorsque le système d'alarme a été déclenché, et il doit donner accès à ces lieux aux Pompiers, interrompre le fonctionnement de l'alarme et rétablir le système.

4.9.3 Interruption d'un système sonore

Tout Pompier peut, dans l'exercice de ses fonctions, pénétrer dans tout immeuble pour y interrompre le signal sonore d'un système d'alarme si le propriétaire, le locataire, l'occupant ou un représentant de celui-ci n'est pas disponible sur les lieux.

Le Pompier qui pénètre dans un immeuble en vertu du présent article peut, pour ce faire, utiliser la force nécessaire.

4.9.4 Mesures de sécurité

Lorsqu'un Pompier interrompt le signal sonore d'un système d'alarme, il n'est jamais tenu de le remettre en fonction. Il peut cependant :

- a) dans le cas d'un immeuble résidentiel, verrouiller les portes ou, si cela est impossible, utiliser tout autre moyen nécessaire afin d'assurer la protection de l'immeuble.
- b) dans le cas d'un immeuble commercial, industriel ou d'une institution financière, faire surveiller l'endroit par un agent de sécurité jusqu'à ce qu'une personne autorisée par le commerçant, la compagnie ou l'institution financière ne rétablisse le système d'alarme ou assure la sécurité de l'immeuble.

4.9.5 Frais d'intervention

Les frais de toute intervention d'un Pompier, d'un serrurier, d'un agent de sécurité ou les frais concernant toute autre mesure utilisée pour la protection d'un immeuble dont le système d'alarme est interrompu de la manière prévue aux articles 13.2 et 13.3 sont à la charge du propriétaire, du locataire, de l'occupant, du commerçant, de la compagnie ou de l'institution financière concernée.

4.10 Bâtiments inoccupés

4.10.1 Accès interdit

Des mesures doivent être prises pour restreindre aux personnes non-autorisées l'accès aux bâtiments inoccupés.

4.11 Installations électriques

4.11.1 Utilisation et entretien

Les installations électriques doivent être utilisées et entretenues de manière à ne pas constituer un risque excessif d'incendie.

4.12 Moyens d'évacuation

4.12.1 Entretien

Les moyens d'évacuation doivent être maintenus en bon état et ne pas être obstrués.

5 - Dispositions finales

5.1 Pénalités

Quiconque contrevient ou ne se conforme pas aux dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible des amendes prévues au tableau suivant et des **frais**¹ à savoir :

Numéros de l'article	Amendes
4.5.1, 4.5.2, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7.1, 4.7.2, 4.7.3, 4.7.4, 4.7.5, 4.7.6, 4.7.7, 4.7.8, 4.7.9, 4.7.10, 4.7.11	50\$
4.3.6, 4.8.1, 4.8.2, 4.8.3, 4.8.4, 4.8.5, 4.10.1, 4.11.1, 4.12.1	100\$
4.9.1	200\$

Frais¹ : Les frais relatifs au règlement sur le tarif judiciaire applicable en matière pénale (R.R.Q., 1981.c. 25.1).

Les montants prévus dans ce tableau sont doublés en cas de récidive. Si l'infraction est continue, cette continuité, jour par jour, constitue une infraction.

5.2 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Adopté à Ristigouche-Partie-Sud-Est ce 2^{ème} jour de mai 2016.

2016 - 05 - 009 Règlement relatif aux nuisances

Avis de motion est donné par le conseiller David Ferguson qu'un règlement relatif aux nuisances sera adopté par la municipalité du canton de Ristigouche Partie Sud-Est.

R 2016 - 05 - 010 Règlement relatif à la tarification 9-1-1

Règlement n° 2016-004 modifiant le règlement n° 2009-003 décrétant l'imposition d'une taxe aux fins de financement des centres d'urgence 9-1-1.

Le conseil décrète ce qui suit :

1. L'article 2 du règlement n° 2009-003 est remplacé par le suivant :

2. À compter du 1^{er} août 2016 est imposée sur la fourniture d'un service téléphonique une taxe dont le montant est, pour chaque service téléphonique, de 0,46 \$ par mois par numéro de téléphone ou, dans le cas d'un service multi ligne autre qu'un service Centrex, par ligne d'accès de départ.

2. Le présent règlement entre en vigueur à la date de la publication d'un avis à cet effet que le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire fait publier à la Gazette officielle du Québec.

Adopté à Ristigouche-Partie-Sud-Est ce 2^{ème} jour de mai 2016.

2016 - 05 - 011 Projets FAIR

Une annonce d'offre d'emploi pour l'embauche des 2 personnes nécessaires à la réalisation des projets faire sera envoyée à tous les résidents de Ristigouche-Sud-Est.

2016 - 05 - 012 Premiers répondants

Une mise à jour est faite sur les candidatures comme premiers répondants dans la municipalité.

R 2016 - 05 - 013 Tarification protection incendie - Campings

CONSIDÉRANT QUE le règlement n° 2015-005 relatif au budget pour l'année financière 2016 prévoit à l'article 8 que :
"La tarification pour fins de compensation pour la protection incendie sur les terrains de camping de la municipalité est établie à 26,26 \$ (par site de camping saisonnier).";

EN CONSÉQUENCE,
Il est PROPOSÉ par M. Jules Ferland
Et résolu à l'unanimité,

QUE soit validé avec les propriétaires des campings concernés le nombre de sites loués annuellement.

2016 - 05 - 014 Entente de location

Des discussions seront entamées avec les Loisirs Ristigouche-Sud-Est afin de clarifier les termes de l'entente.

R 2016 - 05 - 015 Télécommunications - Centre F. P. Adams

CONSIDÉRANT QUE le changement de fournisseur de services internet entraîne la nécessité de sécuriser les connexions au réseau du Centre F.P. Adams ;

EN CONSÉQUENCE,
Il est PROPOSÉ par M. David Ferguson
Et résolu à l'unanimité,

QUE soient demandées des soumissions pour la réorganisation du réseau internet municipal.

2016 - 05 - 016 Projet Centre de Développement Local - RSE - Monument

Une mise à jour est faite sur l'avancée du projet du Comité de Développement Local de Ristigouche-Sud-Est concernant l'érection d'un monument en forme de goutte d'eau dans la municipalité.

2016 - 05 - 017 Lumières de rue - Inventaire et réparations

Une mise à jour est faite sur la liste des lumières à réparer et le projet de répertorier et numéroter les éclairages publics de la municipalité.

2016 - 05 - 018 Varia

2016 - 05 - 018 - 1 Réparation du chemin Sillars

M. Jules Ferland fait état des réparations printanières nécessaires à la chaussée du chemin Sillars.

R 2016 - 05 - 019 Levée de l'assemblée

À 21 h 45, Mme Chantal Lebel propose de lever la séance.
Accepté.

François Boulay
Maire

Hervé Esch
Directeur général,
secrétaire-trésorier
